

# Imposition des élites, recherche de rente et inégalités de revenus au Brésil<sup>1</sup>

Marc Morgan, École d'économie de Paris, École des hautes études en sciences sociales et World Inequality Lab

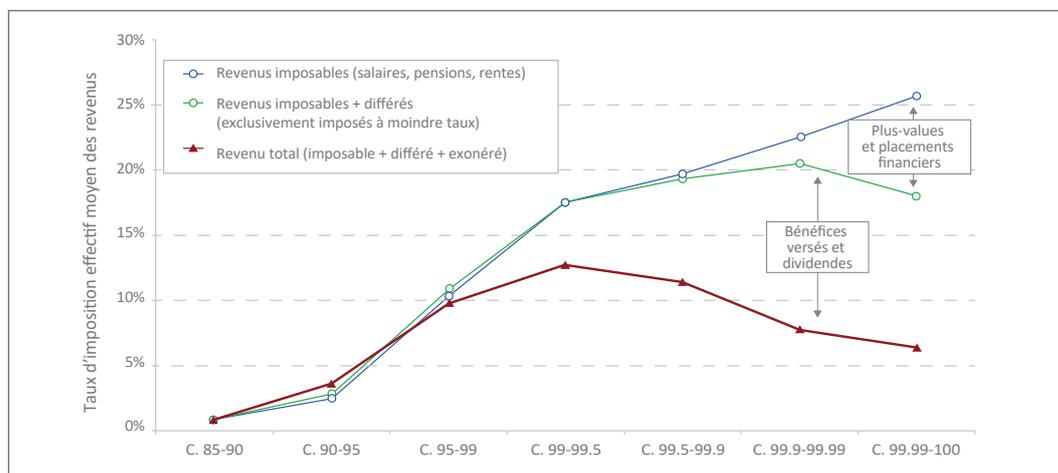
**Le Brésil se caractérise** par une combinaison de fortes inégalités fiscales et d'un impôt sur le revenu peu régulateur. Ce constat découle clairement de la distinction des revenus opérée par le pays à des fins fiscales : plus on se rapproche du sommet de la répartition des revenus avant impôt, plus la charge fiscale individuelle dépend de la source des revenus perçus (Morgan, 2017). Or, une telle distinction peut renforcer les inégalités de revenus avant impôt. La figure 1 indique les différents taux d'imposition effectifs moyens appliqués aux différentes catégories de revenu au Brésil en 2015.

Comme l'ont avancé Piketty, Saez et Stancheva (2014), l'application de taux d'imposition marginaux élevés complique la tâche de ceux qui doivent négocier leur rémunération (comme les dirigeants d'entreprises) pour obtenir une hausse de leurs revenus. Au Brésil comme dans bien d'autres pays, les cadres d'entreprise sont susceptibles de dominer l'échelle des revenus. Les taux marginaux d'imposition des revenus imposables et les taux d'imposition effectifs moyens y sont dans l'ensemble si faibles (en raison des exemptions fiscales dont bénéficient certaines catégories de revenu supérieures) que la nécessité de négocier une hausse de leur rémunération s'avère peu contraignante et les profondes disparités de revenus peuvent facilement persister.

La distinction des revenus à des fins fiscales peut influencer la forme de rémunération choisie par les élites détentrices d'actifs et conditionner au système fiscal ces décisions aux répercussions macroéconomiques majeures. Cette relation de conditionnement peut se manifester lorsque les propriétaires d'entreprises (les actionnaires) décident de recevoir leur part des bénéfices (sous forme de dividendes) ou de repousser la vente de leurs actions pour en accroître la plus-value, ou encore d'opter pour des primes/rachats d'actions plutôt que d'accumuler des bénéfices à réinvestir dans l'entreprise. Dans le cas du Brésil, les propriétaires d'entreprises paient moins d'impôts sur les primes et bénéfices versés (qui sont entièrement exonérés) que s'ils accumulaient des bénéfices (sous forme de plus-values, imposées à 15 pour cent, ou d'investissements fixes entraînant une hausse des revenus du travail, imposés à 27,5 pour cent, le taux marginal le plus élevé). On peut donc considérer que le système brésilien, via ses principales incitations fiscales, encourage différents comportements de recherche de rente parmi les élites et promeut une vision à court terme visant à maximiser la valeur actionnariale.

**FIGURE 1**

Taux d'imposition effectifs moyens s'appliquant à différentes répartitions des revenus au Brésil, 2015



Source : Morgan (2017).



Pour satisfaire au principe de progressivité et limiter la recherche de rente, le taux d'imposition effectif moyen de revenu total devrait au moins se rapprocher des différents taux d'imposition s'appliquant à la répartition des revenus imposables : plus on est riche, plus la part de son revenu reversée sous forme d'impôt augmente. Pour y parvenir, les décideurs politiques devraient supprimer les exemptions régressives portant sur des revenus comme les dividendes et bénéfices versés et appliquer le barème de l'impôt sur le revenu à tous les revenus actuellement différés et exclusivement imposés à de moindres taux, ce qui reviendrait à réorienter les plus-values et les intérêts issus de placements financiers vers le barème existant de l'impôt sur le revenu.

Une possibilité pourrait consister à créer un impôt sur le revenu total, comprenant toutes les catégories de revenus du travail et du capital, retenu à la source selon un barème unique et progressif. Cette option présenterait l'avantage de la simplicité et de la transparence. Une autre possibilité serait d'instaurer un double barème d'imposition des revenus soumettant les revenus du capital (issus d'investissements) à des taux marginaux supérieurs à ceux auxquels sont soumis les revenus du travail. Le principal objectif devrait être de concevoir un régime d'imposition des revenus permettant d'atteindre l'équité fiscale tout en tenant lieu d'outil de réglementation dans le cadre d'une politique nationale de rémunération et de développement économique visant à limiter la recherche de rente à court terme et à promouvoir des investissements productifs à long terme.

*Références :*

- Morgan, M. 2017. « Income Inequality, Growth and Elite Taxation in Brazil: New Evidence Combining Survey and Fiscal Data, 2001–2015. » *IPC-IG Working Paper*, n° 165. Brasília : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.
- Piketty, T., E. Saez, et S. Stantcheva. 2014. « Optimal Taxation of Top Labor Incomes: A Tale of Three Elasticities. » *American Economic Journal: Economic Policy* 6(1): 230–271.

*Note :*

1. Ce One Pager repose sur Morgan (2017).